

Ministre, impasse et domination

Le mépris du pauvre a ceci de pratique qu'il est aussi polymorphe qu'indémontable. Ainsi, Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, affirmait placidement sur France 3 le 29 août que l'on « sait bien, si on regarde les choses en face, que parfois il y a des achats d'écrans plats plus importants au mois de septembre qu'à d'autres moments ». Et de se déclarer favorable, dans la foulée, à une réflexion sur la transformation de l'allocation de rentrée scolaire, versée aux familles les plus démunies, en bons d'achats.

La dérive du numéro 4 du gouvernement est avant tout factuelle. Rien ne vient corroborer cette assertion, et surtout pas les chiffres de la Caisse nationale des allocations familiales. La Cnaf, chargée de verser cette aide, a mené

plusieurs enquêtes sur le sujet. Elles nous enseignent que seulement 4 % des familles ont utilisé cet argent pour un autre motif.

Placé face à ses contradictions par Rémy Buisine, journaliste du média en ligne *Brut*, Jean-Michel Blanquer n'en démord pas. Et bascule dans l'irrationalité. En niant, d'abord, la pertinence des chiffres produits par la Cnaf.

En retournant, ensuite, la question posée. Et,

enfin, quand il en appelle au fameux « bon sens » qui, par définition, demeure indémontrable. Un entretien conclu sur « l'intérêt de l'enfant », sans que celui-ci ne soit clairement défini.

Pourtant, et malgré les apparences, l'impasse de raisonnement dans laquelle le ministre de l'Éducation choisit de s'enfermer ne doit pas retenir notre attention, qui doit davantage se porter sur ce que révèlent ces déclarations.

Accuser, même implicitement, les plus pauvres d'entre nous de ne pas être capables de prendre soin de leurs enfants, c'est évidemment une insulte.

Mais c'est aussi un moyen de réduire leurs libertés. Cette prise de position n'a pas pour but de démontrer mais d'acter une domination de ce qu'il faut

bien appeler la bourgeoisie sur les classes laborieuses. Elle vise aussi

à culpabiliser les plus démunis, ce qui a pour conséquence de les rendre plus dociles.

L'argent public doit, par définition, être dépensé justement et au bénéfice du plus grand nombre. Il devrait en être ainsi pour les minima sociaux comme pour l'ensemble des niches fiscales destinées aux foyers les plus aisés. Mais selon que vous serez puissant ou misérable... ●

Culpabiliser les plus pauvres, un outil de contrôle social